

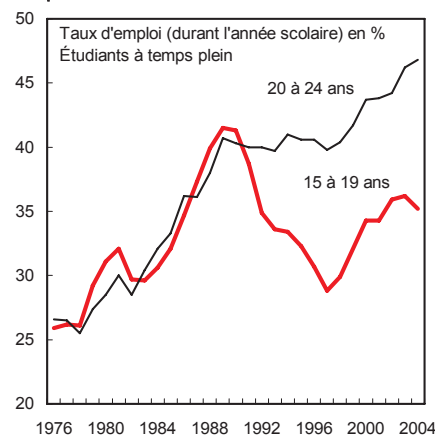
À la rentrée, beaucoup d'étudiants canadiens seront à la fois au four et au moulin, puisque beaucoup prendront un travail tout en poursuivant leurs études à temps plein. De fait, en 2004, la proportion d'étudiants à temps plein occupant un emploi pendant l'année scolaire a atteint un sommet dans la classe d'âge 20-24 ans, culminant à 46,8 % comparativement à 26,6 % en 1976; dans la classe d'âge 15-19 ans (à cheval entre le secondaire et le postsecondaire), 35,2 % des étudiants ont occupé un emploi pendant leurs études, soit moins que le niveau record de 41,5 % atteint peu avant la récession des années 1990, mais bien plus que la proportion de 25,9 % de la génération de leurs parents. Et ces chiffres auraient été beaucoup plus élevés si des tâches non comptabilisées dans les statistiques officielles sur la population active, comme par exemple garder des enfants ou donner de l'aide aux devoirs, avaient été prises en compte.

Un certain nombre de facteurs explicatifs peuvent être invoqués, et on peut imaginer que la forte augmentation du coût des études postsecondaires n'a pas dû être sans incidence. Les frais de scolarité moyens pour les études à temps plein au premier cycle ont en effet presque triplé entre 1990-1991 et 2004-2005, passant de 1 464 \$ à 4 172 \$. On note toutefois de grandes disparités d'une province à l'autre, puisque les frais de scolarité vont de 1 683 \$ pour les résidents du Québec poursuivant leurs études dans cette province à 5 984 \$ pour les étudiants de la Nouvelle-Écosse. Les plus fortes hausses ont été enregistrées dans les années 1990, décennie pendant laquelle la progression annuelle moyenne avoisinait les 10 %. Depuis le début de la présente décennie, le rythme d'augmentation a été ramené à 5 % en moyenne, soit tout de même le double de l'inflation. Les études collégiales sont également devenues plus coûteuses, même si elles reviennent toujours moins cher que les études universitaires.

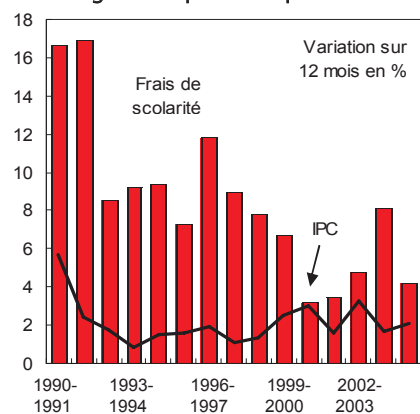
Soulignons par ailleurs que les frais de scolarité ne représentent qu'une partie des coûts associés aux études postsecondaires. La participation aux frais exigée pour les activités sportives, les services de santé et les associations étudiantes ont fait un bond de 41 % au cours des cinq dernières années, pour s'établir à 608 \$ en moyenne en 2004-2005. Les livres et les fournitures scolaires coûtent également de plus en plus cher et les étudiants doivent débourser davantage pour se loger. L'Enquête sur la participation aux études postsecondaires (EPÉP) de Statistique Canada réalisée en 2002 situe la médiane des dépenses totales des étudiants au niveau postsecondaire à 10 000 \$ (la moyenne des dépenses dépassant 13 000 \$ pour ceux qui doivent quitter leur domicile), et il ne fait aucun doute que la facture s'est alourdie depuis.

Toutefois, les étudiants qui décident de travailler pendant l'année scolaire ne le font pas seulement par nécessité, strictement dans le but de boucler leur budget. Notons que le taux de participation au marché du travail des étudiants à temps plein s'est mis à grimper depuis au moins le milieu des années 1970, soit bien avant que les droits de scolarité aient entamé leur ascension. On peut aussi remarquer que les étudiants à temps plein du Québec, qui sont ceux qui paient les frais de scolarité les moins élevés, sont plus portés à se chercher un travail que la moyenne des étudiants canadiens.

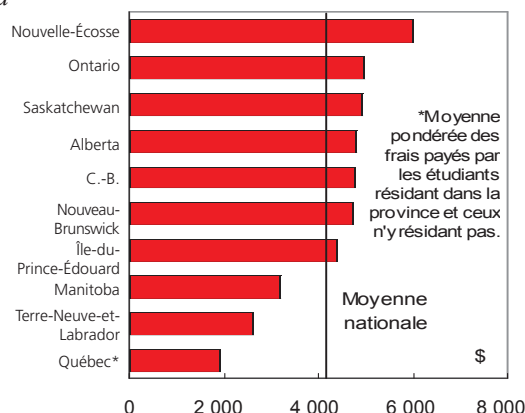
De plus en plus d'étudiants travaillent pendant l'année scolaire



Les frais de scolarité continuent d'augmenter plus vite que l'inflation



Frais de scolarité moyens au premier cycle en 2004-2005



La perspective de disposer d'un revenu discrétionnaire accru incite également les étudiants à travailler : l'offre considérable de gadgets et de jeux électroniques, sans oublier les ordinateurs et les appareils de télécommunication indispensables pour les études ou les loisirs, est en effet alléchante. L'accessibilité du marché de l'emploi est aussi un facteur, puisque les étudiants tendent à travailler en plus grand nombre dans les régions où l'offre d'emplois est plus abondante. En 2004, 44 % des étudiants à temps plein ont travaillé pendant l'année scolaire en Alberta (province qui compte la plus faible proportion de chômeurs), comparativement à seulement 23 % à Terre-Neuve (province la plus touchée par le chômage).

Le fait d'accumuler de l'expérience en milieu de travail et d'établir des contacts utiles sur le plan professionnel n'est pas négligeable non plus. Le marché du travail est très concurrentiel au Canada et les employeurs demandent de plus en plus de qualifications. Pour le million et demi environ d'emplois créés depuis le début de la décennie, on exigeait un diplôme d'études postsecondaires dans presque tous les cas et un titre universitaire dans 45 % des cas. Les jeunes qui terminent leurs études aujourd'hui doivent se tailler une place au sein d'une population active dont le niveau d'études est passablement élevé. Étant donné qu'une proportion croissante de la population en âge de travailler détient un certificat ou diplôme d'études postsecondaires, il est probable qu'on valorisera désormais davantage l'expérience en milieu de travail.

Par ailleurs, l'expérience professionnelle accumulée par les étudiants peut les aider à franchir le seuil du monde du travail. Statistique Canada estime que la durée moyenne entre le moment où la plupart des étudiants se consacrent exclusivement aux études et celui où le plus grand nombre d'entre eux a cessé d'étudier et intégré le marché du travail se situe actuellement aux environs de huit ans, contre six ans il y a deux décennies. Nombreux sont ceux qui poursuivent des études supérieures ou retournent sur les bancs de l'école compléter leur formation technique. Il y a donc lieu de penser que les stages, les programmes de travail-études et la formation supérieure en alternance représentent des possibilités très valables.

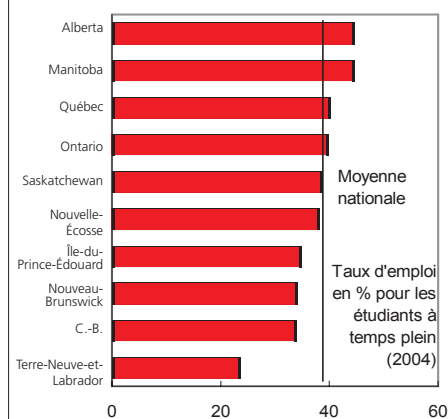
Investir dans le savoir

Il y a différentes façons de financer ses études, mais les revenus d'emploi ont toujours constitué un apport important : c'est d'ailleurs la source de fonds la plus souvent citée par les étudiants à temps plein de niveau postsecondaire, suivie de l'aide financière des parents et des proches. Parmi les autres sources importantes de fonds, on peut mentionner les bourses et les revenus de placement (régimes enregistrés d'épargne-études et Obligations d'épargne du Canada, notamment).

En plus de ces sources traditionnelles, les étudiants recourent de plus en plus au crédit. Les prêts des gouvernements et des banques, qui représentent 5 000 \$ par étudiant à temps plein en moyenne, sont ce qui contribue le plus au budget étudiant, et de loin. Selon la dernière *Enquête nationale auprès des diplômés* de Statistique Canada, près de la moitié des bacheliers avaient des prêts étudiants à rembourser en l'an 2000, à hauteur de 20 000 \$ chacun en moyenne. Et au niveau collégial, la moyenne s'établissait la même année à 13 000 \$ environ par élève. En dollars constants, cela représente 30 % de plus que les dettes contractées par les bacheliers pour leurs études en 1995, et 76 % de plus que ce qu'elles représentaient en 1990. Les chiffres pour 2005 ne sont pas encore disponibles, mais le fardeau de la dette des bacheliers est probablement de l'ordre de 20 000 \$ à 25 000 \$ aujourd'hui, selon les comptes des organismes prêteurs fédéraux et provinciaux.

Les instances gouvernementales et les acteurs du secteur privé auraient intérêt à veiller à ce que le coût de plus en plus élevé des études postsecondaires ne nuise pas à l'accessibilité. À l'heure de la mondialisation, alors que la santé économique

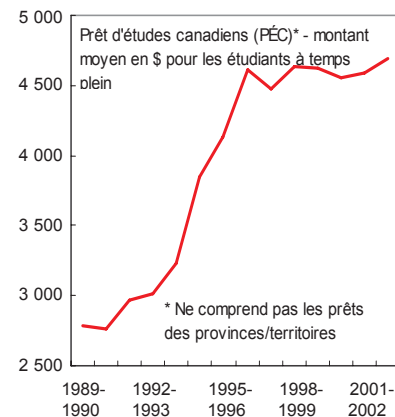
Répartition de l'emploi



Sources de financement des études postsecondaires (2002)

Source de financement	Pourcentage de répondants	Montant médian en \$
Revenus d'emploi avant l'année scolaire	77	2 500
Revenus d'emploi pendant l'année scolaire	64	3 000
Aide de la famille	58	2 000
Bourses	36	1 600
Prêts étudiants gouvernementaux	26	5 000
Prêts de la famille	16	2 000
Revenus de placement	17	1 500
Prêts bancaires	14	5 000

Le montant moyen des prêts étudiants se stabilise...



d'un pays dépend de plus en plus de l'utilisation du savoir dans un contexte de concurrence internationale toujours plus féroce, une main-d'œuvre compétente et bien formée est un atout essentiel. En haussant le niveau de formation de la main-d'œuvre au Canada, par exemple, on ferait beaucoup pour améliorer la productivité, qui laisse encore à désirer. En ce qui concerne la proportion de la population en âge de travailler ayant suivi des études postsecondaires, le Canada est plutôt bien placé par rapport aux autres pays à hauts revenus de l'OCDE. Mais pour la proportion de hauts diplômés, notre pays se situe seulement au milieu du peloton, loin derrière les États-Unis, qui font bien meilleure figure à cet égard.

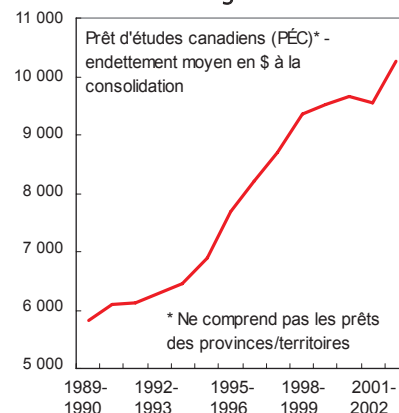
Il faut aussi reconnaître que les études supérieures représentent au bout du compte un investissement très rentable pour les principaux intéressés, alors il est normal que ceux-ci assument une partie des coûts. Les diplômés universitaires touchent des revenus supérieurs de 90 % environ à ceux des travailleurs qui n'ont pas poursuivi leurs études au-delà du secondaire (et pour les études collégiales, c'est approximativement 30 % de plus). Ajoutons que les postes pour lesquels une formation supérieure est exigée offrent le plus souvent aussi une plus grande sécurité d'emploi et des avantages sociaux plus intéressants. Le niveau et la durée moyenne des périodes de chômage vont d'ailleurs en diminuant au fur et à mesure qu'on s'élève dans l'échelle de la formation.

Perspectives du marché de l'emploi : avantage aux provinces de l'Ouest

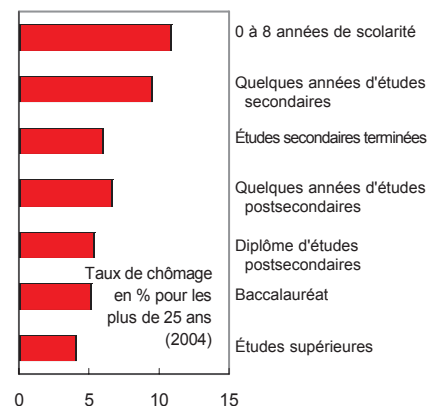
Les perspectives d'emploi des étudiants sont relativement bonnes actuellement. L'embauche s'est certes modérée dans la dernière année et les entreprises doivent composer avec des pressions concurrentielles accrues dues à la vigueur du dollar canadien, mais les pertes d'emplois se sont concentrées dans les secteurs orientés vers les marchés d'exportation, qui font travailler relativement peu d'étudiants. Dans d'autres secteurs où la main d'œuvre étudiante est particulièrement bien représentée, comme la vente au détail ou les services d'alimentation, la tendance est restée à la hausse, ce qui s'explique par la faiblesse des taux d'intérêt et la forte progression des dépenses de consommation. Notons que 43 % de l'ensemble des emplois détenus par les jeunes au Canada se retrouvent dans les secteurs de la vente au détail et des services d'alimentation, secteurs où seulement 14 % des postes sont occupés par des adultes de 25 ans et plus.

Les provinces de l'Ouest devraient continuer de dominer le palmarès de l'emploi. En Alberta, sous l'effet du boom pétrolier, le taux de chômage est tombé à 3,6 %, soit un niveau proche du creux du dernier quart de siècle et représentant à peu près la moitié du taux national. On a même rapporté des cas d'entreprises qui, pour attirer de jeunes recrues, offraient des lecteurs audio, voire des bourses collégiales! En Colombie-Britannique, une pointe d'activité dans la construction et les secteurs connexes a fait progresser l'emploi de 3,2 % depuis le début de l'année, soit le double de la progression nationale de 1,4 %, faisant reculer le chômage à 6,2 %. La Saskatchewan profite également d'une croissance supérieure à la moyenne et les investissements massifs dans la production d'énergie et les infrastructures promettent de stimuler l'emploi à long terme, ce qui augure bien pour l'avenir.

... mais l'endettement continue d'augmenter



La formation améliore les perspectives d'emploi



Distribution de l'emploi chez les jeunes en % (2004)

